

ISLANDE

Depuis dix ans, la convergence vers les pays les plus performants a repris, mais – contrairement au PIB par habitant – la productivité du travail reste relativement faible.

Priorités

Réduire le soutien à la production agricole

Enjeu et recommandations : afin de consacrer davantage de ressources aux activités à plus forte productivité et d'alléger la charge pour les consommateurs et les contribuables, il avait été recommandé de réduire les niveaux très élevés de soutien à l'agriculture et de faciliter l'accès aux marchés.

Mesures prises : pour faire baisser les prix, les droits d'accise sur les produits alimentaires importés (autres que le sucre et les sucreries) ont été supprimés et le droit général à l'importation sur les viandes a été sensiblement réduit à compter de mars 2007.

Améliorer les résultats éducatifs dans le deuxième cycle du secondaire

Enjeu et recommandations : afin de ne pas compromettre l'acquisition des compétences de base tout en faisant en sorte de diminuer les taux d'abandon, il avait été recommandé de réduire la durée du deuxième cycle du secondaire et, en contrepartie, d'accroître le temps effectif d'enseignement et d'adapter les programmes.

Mesures prises : une réduction de la durée du deuxième cycle du secondaire, élevée par rapport aux autres pays, est encore en préparation.

Réduire les obstacles à l'entrée pour les entreprises nationales et étrangères

Enjeu et recommandations : pour stimuler la concurrence et la productivité, il avait été recommandé d'assouplir les restrictions aux prises de participation étrangères dans la pêche et l'énergie et d'envisager la privatisation des activités de production de l'entreprise nationale d'électricité.

Mesures prises : la cession d'actifs publics se poursuit, mais les autorités ont exclu de privatiser l'entreprise nationale d'électricité.

Diminuer les aides publiques au logement

Enjeu et recommandations : pour atténuer les distorsions sur le marché du crédit hypothécaire, il avait été recommandé de faire en sorte que le Fonds pour le financement du logement rémunère l'État pour la garantie que ce dernier lui accorde.

Mesures prises : aucune.

Accélérer la réforme du secteur public

Enjeu et recommandations : pour améliorer l'efficacité et freiner la dérive des dépenses publiques, il avait été recommandé d'introduire la budgétisation en fonction des résultats, et d'accélérer l'évaluation des performances et des réformes de gestion dans le secteur public.

Mesures prises : aucune.